

PETITION



Pour l'ABANDON DU PROJET DE PORCHERIE INDUSTRIELLE hors-sol à BARRAIS-BUSSOLLES et le développement d'alternatives agricoles humaines et écologiques

à l'attention de Madame la Préfète
2, rue Michel de l'Hospital
03000 MOULINS

Madame la Préfète,

Il y a plus de vingt ans, un projet concernant les bâtiments actuels, d'une capacité de 6724 places, avait été stoppé par une forte mobilisation et des recours administratifs : autorisation d'exploiter et permis de construire annulés.

Cette friche industrielle aurait dû faire l'objet d'une démolition, comme le reconnaissait le Préfet Paul MASSERON, « *et si la décision définitive est négative, il y aura démolition* » (la Montagne, 05-07-1997).

Dossier clos en 2000 et contre toute attente, le site a depuis été racheté en 2005 avec une première phase d'exploitation en 2016. **Une extension a été soumise cette année à la consultation du public.**

Les soussignés-es dénoncent :

1. LE NON RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LEGISLATION

- **Une procédure d'enregistrement** ne correspondant pas à la réalité du terrain : **4340 porcelets et 1944 animaux à l'engraissement**,
- Avec pour conséquence une absence d'étude d'impact aux plans sanitaire et environnemental,
- **Des nuisances à la clef** : respect de la réglementation sur les épandages de lisier (7000 m³/an) incontrôlable, pollution des cours d'eau, des sols, risques sur la faune aquatique, odeurs réduisant à néant le développement touristique et entraînant la dévaluation et la mévente de l'immobilier, création programmée de friches industrialo-agricoles qui parsèmeront nos campagnes,
- L'exportation et la diffusion à moyen terme sur tout le territoire national de la crise et des problèmes engendrés par l'industrie porcine bretonne,
- Les effets directs de ce type de production animale sur le réchauffement climatique,

2. LE NON RESPECT DES HOMMES

- **Des conséquences sanitaires et une dégradation permanente des conditions de vie pour la population, non mesurées, en particulier la pollution par le gaz ammoniac (NH3) et les particules fines**,
- **Les maladies qui se développent dans ce type d'installation engendrent une surconsommation de médicaments** : 530 tonnes d'antibiotiques vendues en France en 2016 dont 189 t utilisées par les usines porcines. **Aucun bilan n'a été présenté au dossier soumis à la consultation du public de l'utilisation d'antibiotiques et vaccins par cet « élevage »**. Les antibiorésistances en matière de santé humaine sont pourtant une réalité,
- **La disparition programmée de la paysannerie créatrice d'emplois** afin de la remplacer par d'énormes **structures concentrationnaires** qui génèrent de gros profits à court terme mais qui **détruisent l'emploi** et sont **vouées à l'échec** à moyen terme,
- **Le mépris des hommes et des femmes qui manipulent des produits phytosanitaires dangereux pour la santé et exercent des métiers difficiles et peu valorisants**,
- **Le mépris des consommateurs, femmes, enfants et hommes** qui certes paieront un bas prix mais **qui mangeront une "viande" sans qualités gustative et nutritive**,

3. LE NON RESPECT DES ANIMAUX

- Un mode « d'élevage » sur caillebotis qui se perpétue à l'opposé d'une demande citoyenne qui réclame la prise en compte du bien-être animal,
- **Le mépris des animaux** et le déni de leur vie ainsi que de leurs besoins physiologiques et sociaux fondamentaux : courir, gambader, gratouiller, fouir, brouter, s'ébattre joyeusement, humer l'air frais, goûter la rosée du matin, se pâmer au soleil, etc. Dès leur naissance ils sont traités comme de la viande sur pieds, comme de vulgaires produits de consommation. **Ils auront à subir limage des dents, queues coupées et castration à vif. Entassés et enfermés au-dessus de leurs excréments dans des bâtiments saturés d'ammoniac, ils ne verront la lumière naturelle que pour partir à l'abattoir.**

La qualité de notre alimentation est intrinsèquement liée à celle du modèle agricole qui la produit.

Le seul moyen de sortir durablement de ce système délirant et inhumain, pour notre bien et pour le bien de notre environnement, est de produire notre alimentation de manière qualitative... moins mais mieux.

Inacceptable il y a plus de 20 ans, ce projet l'est davantage encore aujourd'hui à l'heure où la prise en compte des enjeux écologiques et des conséquences du réchauffement climatique est urgente.

Madame la Préfète, ce projet doit être abandonné au profit d'une agriculture respectueuse des hommes, des animaux et de la nature, en un mot du patrimoine de notre région.

